



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

16 octobre 2025

ARABIE SAOUDITE

QUELS LEVIERS DE PUISSANCE AU PROCHE-MOYEN-ORIENT ?

Fatiha DAZI-HÉNI

Chercheuse Golfe – Moyen-Orient à l'IRSEM

RÉSUMÉ

Dans le sillage de sa stratégie de diversification économique, l'Arabie saoudite développe une diplomatie d'apaisement régional et de multi-alignement afin d'émerger comme une puissance d'équilibre dans un Proche-Moyen-Orient traversé depuis les attaques du 7 octobre 2023, déclenchées par le Hamas, par une succession inédite de guerres engagées par Israël. Cette note de recherche met en exergue la ligne de conduite diplomatique du royaume dans le contexte d'une présidence Trump 2 incertaine et d'une reconfiguration régionale où se dessinent de nouveaux rapports de force en faveur de la domination militaire israélienne et au détriment d'un Iran affaibli. Plutôt que de prendre le leadership, qui lui revient par défaut dans un monde arabe divisé, Riyad saisit cette opportunité d'endosser la responsabilité de la recherche d'un équilibre dans la région comme sur la scène internationale.

SOMMAIRE

Introduction	2
Le reset de la diplomatie saoudienne depuis janvier 2021	3
L'Arabie saoudite face aux nouveaux défis régionaux sécuritaires et politiques	8
Conclusion	15

INTRODUCTION

L'après-7 octobre 2023, avec la guerre sans fin conduite par Israël¹ à Gaza, qui s'est étendue en Cisjordanie et sur quatre autres fronts (Liban, Syrie, Yémen, Iran), instaure de nouveaux rapports de force au Proche-Moyen-Orient (PMO). Cette situation qui aggrave la fragmentation d'États et de sociétés dans la région pose avec acuité la question du rôle du royaume et de sa capacité à peser sur le cours des événements. Au-delà, cette situation marque aussi l'écart qui s'est creusé entre les pays dits du Sud global, au sein duquel s'insère pour partie l'Arabie saoudite, et les pays occidentaux largement solidaires d'Israël – qui n'a fait l'objet d'aucune mesure de sanctions pour de multiples violations du droit international – au contraire de la Russie – qui a subi 18 paquets de sanctions après son invasion de l'Ukraine, en février 2022. Le gouvernement israélien, mis en cause par les plus hautes juridictions internationales et les ONG humanitaires pour ses nombreuses entraves à l'aide humanitaire à la population civile gazaouie, est pourtant accusé, y compris par des organisations humanitaires israéliennes, de se rendre coupable d'un génocide à Gaza².

Dans ce contexte, quelle est la marge de manœuvre du royaume pour remettre au cœur de la région une dynamique politique seule à même de la stabiliser ?

Enfin, que représentent l'initiative franco-saoudienne sur la solution à deux États (Israël-Palestine) et la décision de la France et d'autres États du G7 (Grande-Bretagne, Canada, Australie) de reconnaître l'État palestinien lors de la réunion de la 80^e session de l'Assemblée générale des Nations unies qui s'est tenue à New York, du 9 au 23 septembre 2025, alors que la situation sur le terrain n'en a jamais été aussi éloignée ? Enfin, quid du plan Trump pour mettre fin à la guerre qui sévit à Gaza depuis deux ans ?

Cette note³ étudie la ligne diplomatique que se fixe le royaume en tant qu'acteur régional désireux de maintenir l'équilibre dans un contexte multipolaire.

Comment Riyad, qui jusque-là considérait la menace iranienne comme existentielle, se projette-t-il dans un contexte régional où Téhéran est très affaibli avec son dispositif dissuasif constitué de proxys régionaux eux aussi fortement amoindris (Hezbollah, régime syrien, Hamas) ?

Aujourd'hui, c'est la domination militaire écrasante d'Israël, confortée par le soutien de Washington au Proche-Orient, que redoute davantage le royaume⁴ d'autant que la diplomatie régionale du président Trump demeure erratique, en dépit du succès enregistré par la mise en œuvre de la phase une du cessez-le-feu et de la pression réelle exercée sur le Premier ministre israélien. Néanmoins les nombreuses inconnues concernant la gestion post-guerre de la bande de Gaza alimentent la circonspection du pouvoir saoudien.

1. J.-P. Filiu, « Pourquoi Israël ne sait pas terminer une guerre ? », *Le Monde*, 13 juillet 2025.

2. The Associated Press, « [Two Israeli human rights groups say their country is committing genocide in Gaza](#) », NPR, 28 juillet 2025.

3. Cette note a été rédigée sur la base d'entretiens effectués sur le terrain (hiver 2024) et par visioconférences (mars-avril 2025) ainsi qu'à partir d'échanges avec des experts internationaux dans le cadre de tables rondes qui se sont tenues en juin 2025 à Vienne, Istanbul et Grenade et portant sur la nouvelle reconfiguration régionale.

4. Interview avec un chercheur saoudien du centre de recherche saoudien Rasanah par visioconférence, 10 mars 2025.

LE RESET DE LA DIPLOMATIE SAOUDIENNE DEPUIS JANVIER 2021

L'entrée en matière chaotique du prince héritier saoudien, Mohammed bin Salman (MBS), dans le champ diplomatique régional et international (guerre au Yémen le 26 mars 2015, rupture des relations diplomatiques avec l'Iran le 3 janvier 2016, crise du Golfe le 5 juin 2017 et impacts désastreux à l'international de l'affaire Khashoggi le 2 octobre 2018) semble loin aujourd'hui, tant sa volonté d'aboutir à la désescalade régionale est manifeste (rapprochement avec tous les acteurs régionaux : Qatar, Houthis du Yémen, Iran, Israël et Turquie).

L'épisode tragique au consulat saoudien d'Istanbul de l'assassinat de Jamal Khashoggi, journaliste saoudien qui aurait pu menacer la survie politique de MBS, a marqué le début d'un tournant de sa gouvernance erratique. Le roi Salman, pris visiblement au dépourvu, a exigé la mise à l'écart du cercle d'amateurs de son fils au profit de personnalités compétentes proches de lui, dont la cheville ouvrière est Musaed Al Aiban, conseiller à la sécurité nationale auprès du cabinet royal⁵. Une nouvelle ligne de conduite diplomatique pose ainsi, dès l'année 2019, les jalons de la politique de désescalade régionale qu'endosse le prince héritier. Des consultations saoudo-iraniennes par le biais de l'Irak et de la médiation d'Oman sont initiées alors que Riyad et Téhéran n'ont plus de relations diplomatiques depuis janvier 2016. Plusieurs tentatives de rapprochement avec le Qatar sont également entreprises pour sortir de la crise mais elles se heurtent au refus d'Abou Dhabi, principal instigateur de la crise, d'y souscrire.

En renonçant à sa politique interventionniste qui a largement échoué au Yémen, le prince héritier saoudien a indéniablement appris de ses erreurs passées. Il met concrètement en place un processus vertueux de détente régionale, en organisant, le 5 janvier 2021, le sommet de la réconciliation du Conseil de coopération du Golfe (CCG) d'Al-'Ula, mettant fin à la crise du Golfe et à l'embargo à l'encontre du Qatar décrété par le quartet arabe (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Égypte et Bahreïn).

De même, les négociations pour parvenir à une trêve au Yémen, le 1^{er} avril 2022, permettent de mettre fin aux frappes aériennes saoudiennes et aux attaques de drones et de missiles par les Houthis dans le royaume. La désescalade régionale atteint son point d'orgue avec la re-normalisation des relations diplomatiques avec l'Iran en mars 2023 sous les auspices de la Chine⁶. Dans un autre registre, un rapprochement saoudo-israélien s'est progressivement esquissé, parallèlement à la signature des accords d'Abraham en septembre 2020, entre les EAU, Bahreïn et Israël sous la houlette du président Trump. Il s'est poursuivi sous le patronage du président Biden, conduisant au printemps 2023, à un processus de négociation trilatérale pour normaliser les relations saoudo-israéliennes. En échange, MBS demande, comme garantie de protection, un accord de sécurité contraignant avec Washington. Toutefois, la

5. F. Dazi-Héni, « La politique étrangère saoudienne », *Politique internationale*, dossier « L'Arabie tentée par la réforme », numéro hors-série, septembre 2019, p. 49-61.

6. F. Dazi-Héni, C. Pina, W. Ramadan Alban, « [L'accord de normalisation des relations saoudo-iraniennes signé à Pékin : Regards croisés](#) », Note de recherche 137, IRSEM, 7 juin 2023.

longue guerre engagée à Gaza par Israël, en représailles aux attaques du 7 octobre 2023, et son extension à d'autres fronts dans la région couperont court à ces négociations.

Ce processus de désescalade régionale et la mise en place du nouveau *soft power* saoudien au cœur de la Vision 2030⁷ constituent les nouvelles priorités diplomatiques du prince héritier. Il rompt avec la parenthèse interventionniste débutée en plein printemps arabe sous le roi Abdallah à partir de 2011, puis, sous une forme plus radicalisée, entre 2015 et 2021, notamment sous sa houlette.

L'Arabie saoudite d'un MBS plus expérimenté et mieux entouré par des personnalités compétentes en phase avec lui sur les questions économiques et industrielles stratégiques, renoue, en réalité, avec une tradition diplomatique saoudienne plus mesurée. Elle consiste à privilégier le dialogue avec les acteurs régionaux, à l'image de ce qu'elle a été durant les quatre décennies dominées par l'émblématique ministre des Affaires étrangères Saoud Al Faysal (1975-2015). Le prince héritier affiche même l'ambition de faire du royaume un acteur diplomatique soucieux de conduire une politique d'équilibre sur la scène internationale⁸, en faisant le choix du multi-alignement qu'offre un monde aujourd'hui plus multipolaire qu'il ne l'était à l'âge de la diplomatie sous Al Faysal. Ainsi, s'explique la volonté saoudienne de ne pas devenir membre à part entière des BRICS, même si Riyad prend soin de maintenir d'étroites relations économiques avec la Chine, et sa coopération énergétique, dans le cadre de l'OPEP+, avec la Russie.

De même, son initiative d'offrir ses services de médiateur dans le conflit russo-ukrainien en février 2025 fait écho à ses efforts antérieurs de médiation, dont un sommet consacré à la paix en Ukraine organisé en août 2023, à son implication pour faciliter plusieurs échanges de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine et à son aide humanitaire et financière aux réfugiés ukrainiens installés notamment en Pologne.

Des priorités stratégiques fixées sous le poids des contraintes

Le leadership saoudien au PMO aujourd'hui découle des circonstances géopolitiques qui ont créé un vide stratégique arabe, bénéficiant aujourd'hui aux pays du Golfe⁹, et plus particulièrement au royaume d'Arabie saoudite. En effet, plusieurs données objectives placent le royaume au premier plan. Il abrite les deux hauts lieux saints de l'Islam, constitue la première économie du monde arabe, est un membre du G20 et renferme parmi les plus grandes richesses minières au monde. En outre, la politique pétrolière du royaume au sein de l'OPEP+, fait de l'Arabie saoudite une puissance toujours décisive dans la fixation d'un prix du baril moyen, en dépit de sa volatilité structurelle due aux aléas de la géopolitique mondiale. Les EAU et l'Arabie saoudite vont acquérir un poids régional prépondérant au

7. C. Cornet, « Le nouveau soft power saoudien », dans F. Dazi-Héni (dir.), *L'Arabie saoudite dans le monde*, Paris, CNRS, à paraître.

8. F. G. Gause III et Norman T. Roule, « [Saudi Arabia: Rise of a global diplomatic power?](#) », Middle East Institute, 4 mars 2025.

9. Justine Clément, « [Entretien avec Fatiha Dazi-Héni – Le Golfe, nouveau centre névralgique du Moyen-Orient ?](#) », Les clés du Moyen-Orient, 14 juin 2024.

détriment des États arabes qui connaissent une transition difficile après des révolutions ou des soulèvements populaires importants et dont l'économie, en crise, ne s'est pas relevée du choc mondial de 2008. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis s'affirment alors comme les « fers de lance contre-révolutionnaires » de la région et vont monnayer leur aide à coups d'investissements militaires et financiers pour accroître leur influence partout dans le monde arabe.

De facto, de par sa place dans le monde musulman et son rôle dans l'économie mondialisée des hydrocarbures, l'Arabie saoudite prend naturellement la place de leader dans la région et tente d'endosser la responsabilité de stabiliser la région. Hormis la parenthèse militariste de sa politique régionale au cours de la décennie 2010, Riyad n'aspire pas à projeter sa puissance, comme le fait explicitement la fédération des Émirats arabes unis. Souvent présenté comme un concurrent au leadership saoudien, Abou Dhabi répand son influence – y compris militaire – dans la région Afrique du Nord Moyen-Orient (ANMO) et plus largement en Afrique, même si les dirigeants de la fédération s'en défendent¹⁰. À l'opposé, Riyad préfère dorénavant s'extraire de la logique des conflits, convaincu que son salut économique passe par la pacification de la région et du monde. Ainsi, la transformation économique portée par la Vision 2030, qui incarne davantage la boussole stratégique de l'Arabie saoudite sous Mohammed bin Salman, nécessite un environnement stable car vital pour attirer des dizaines de millions de touristes et des nationaux ainsi que des investisseurs étrangers dans les mégaprojets.

L'aspiration du prince à édifier la grande Arabie saoudite (*Al-Sa'udiyya al-'udhma'*), emblématique de sa Vision 2030, vise à réaménager aussi bien une partie du territoire sur le rivage de la mer Rouge¹¹ (NEOM et une myriade de projets de tourisme de luxe situés le long du littoral)¹² qu'au sein de la capitale via les multiples mégaprojets¹³ qui ont permis au royaume d'organiser l'exposition universelle qu'il accueillera en 2030. Les objectifs stratégiques que se fixe le dauphin saoudien pour le XXI^e siècle consistent à basculer le centre de gravité géopolitique de l'Arabie saoudite vers son bassin de la mer Rouge. Le prince y façonne sa « nouvelle Arabie » en fonction d'une révolution économique industrielle touristique et numérique pour y implanter une « Silicon Valley Made in Saudi », au nord de son littoral. Néanmoins, cette ambition se heurte aux nombreux foyers de tensions régionales (Corne de l'Afrique : Soudan, Somalie, Éthiopie, Israël-Palestine, Yémen) proches de ses frontières.

10. F. Dazi-Héni, « Les Émirats arabes unis : un acteur majeur en Afrique dont la stratégie interroge », *Revue Défense nationale*, 882, « L'Afrique face aux mutations stratégiques », été 2025, p. 117-122.

11. F. Dazi-Héni, « Arabie saoudite : un tropisme inédit vers la mer Rouge », *Hérodote*, 196, « Géopolitique de la mer Rouge », 1^{er} trimestre 2025, p. 133-150.

12. Ces projets touristiques comprennent la mégastation balnéaire d'Amaala, sa marina, les aménagements de la quarantaine d'îles au riche fond marin de corail de Red Sea Island dont Sindalah, et les deux fameux îlots de Tiran et Sanafir.

13. Le complexe géant en forme de cube, Mukkab, situé au cœur de l'ancien Riyad à Al Murabba', le réaménagement du nord de Riyad pour restituer la grandeur du fief des Al Saoud, al-Dir'iyya où se tient la biennale de Riyad ou encore l'aménagement du plus grand parc d'attraction du monde à Qiddiya, à 40 kilomètres au sud-ouest de Riyad constituent les plus gros chantiers.

Conscients du poids que fait peser cet environnement contraignant sur la capacité du royaume à attirer investisseurs et touristes, les artisans de la nouvelle ligne diplomatique saoudienne tentent d'ériger le royaume en position d'arbitre.

L'objectif primordial du royaume est d'assurer l'équilibre dans les nouveaux rapports de force qui reconfigurent la région, en fonction d'éléments pouvant converger avec ses intérêts stratégiques (affaiblissement de l'Iran et de ses proxys) ou non (hégémonie israélienne au Proche-Orient). Cette exigence d'équilibre réduit néanmoins les impacts d'une diplomatie régionale saoudienne, souvent perçue en Occident et au sein du monde arabe, comme peu efficace voire peu lisible.

En effet, comme le souligne Gregory Gause¹⁴, l'après-7 octobre 2023 renforce la fragilité structurelle de l'Arabie saoudite et des monarchies voisines, toujours très dépendantes du dispositif sécuritaire américain destiné, toutefois, prioritairement à la protection d'Israël. Cette réalité géopolitique oblige le prince héritier saoudien à composer davantage et à adopter alternativement une rhétorique mêlant fermeté à l'égard du gouvernement israélien et recherche de compromis ; il ne ferme pas non plus complètement la porte à une éventuelle normalisation avec Tel Aviv. Riyadh choisit d'entretenir des échanges réguliers avec Téhéran pour préserver une relation de voisinage apaisée tout en se satisfaisant de son affaiblissement et de celui de ses proxys régionaux.

Conscient de sa marge de manœuvre limitée vis-à-vis de Washington, Riyadh tente de s'imposer comme une force stabilisatrice dans la région au risque de paraître peu décisive. Comme l'atteste la couverture médiatique et académique internationale des événements au PMO depuis le 7 octobre 2023, ils étaient nombreux à imaginer que l'Arabie saoudite s'imposerait comme la puissance régionale déterminante dans le contexte de guerre à Gaza¹⁵.

En réalité, le poids des contraintes a largement déterminé les priorités stratégiques de Riyadh, dont l'ambition est moins de s'affirmer en leader régional incontesté, que d'assurer la transformation de son économie. Cet objectif prime sur tout le reste, d'où les efforts des dirigeants saoudiens pour conduire des médiations, obtenir des compromis et privilégier le dialogue et la négociation avec tout le monde¹⁶.

Les contraintes internes

La mise en place d'un processus de dé-conflictualité et de mesures de non-agression dans la région est devenue pour Riyadh la condition *sine qua non* pour mener à bien le programme de diversification économique de la Vision 2030. Elle passe aussi par l'interconnexion des infrastructures liées au mix énergétique et aux technologies de l'innovation de l'IA, la FinTech, les câbles électriques reliant l'Afrique, l'Europe et l'Asie.

14. F. G. Gause, « [The Gulf states in a fluid post-war Middle East](#) », Middle East Institute, août 2025.

15. F. Dazi-Héni, « L'extension de la guerre à Gaza et ses incidences en péninsule Arabique », dans S. Latte Abdallah, V. Bontemps, *Gaza : Une guerre coloniale*, Paris, Actes Sud/Sindbad, 2025, p. 230-250.

16. Interview avec le directeur du Policy Planning du ministère des Affaires étrangères saoudien, Dr Raed al-Krimli, Riyadh, 10 novembre 2024.

Si l'Arabie saoudite a fondé sa puissance sur la rente pétrolière, elle s'engage pleinement, avec sa Vision 2030, dans les énergies alternatives au pétrole (énergies renouvelables, hydrogène, gaz, nucléaire) pour demeurer un acteur énergétique mondial incontournable sur le long terme. Pour cela, le royaume poursuivra encore longtemps le double objectif de maintenir des capacités financières générées par la rente pétrolière pour rendre possible sa diversification économique.

L'objectif de MBS d'établir un nouveau contrat social, en créant des emplois pour une jeunesse nombreuse et mieux éduquée dans un secteur privé encore restreint, continue de se heurter au défi que constitue cette contrainte essentielle sachant que le prince s'est appuyé sur ce nouveau public pour asseoir sa stratégie de consolidation du pouvoir¹⁷.

En faisant des projets pharaoniques de la Vision 2030 (événements sportifs internationaux et culturels régionaux) des atouts censés éveiller, surtout auprès des jeunes, un sentiment de fierté nationale, MBS mobilise la fibre patriotique pour moderniser de manière autoritaire le pays. Il centralise le pouvoir, en le personnalisant à l'extrême, via le contrôle, à partir de 2016, de la compagnie pétrolière ARAMCO qui assure entre 75 et 80 % des revenus du pays et du Fonds souverain PIF qui a atteint 925 milliards US\$ de capitalisation¹⁸. Le prince démontre ainsi qu'il est en mesure de financer sans limite sa Vision 2030 même si des arbitrages pour réduire des projets trop coûteux comme NEOM se sont imposés en 2024¹⁹.

Les risques intérieurs pour le nouvel homme fort du royaume sont surtout liés aux fortes attentes que son programme de transformation de l'économie suscite auprès de la jeunesse qui adhère massivement à son projet de société plus libérale. Cependant, l'absence des opportunités promises, notamment en matière de création d'emplois bien rémunérés, pourrait créer de la déception, déjà perceptible auprès de jeunes issus des régions périphériques²⁰.

De même, sur un autre registre, la jeunesse saoudienne, jusque-là insouciant et présentée comme dépolitisée, a été véritablement saisie par la violence des images de Gaza. Dès le déclenchement de la guerre, elles ont suscité de nombreuses réactions et interrogations sur les réseaux sociaux. Les autorités auraient même envisagé de fermer le réseau social TikTok, dès l'hiver 2023, de peur d'éveiller auprès des jeunes un sentiment de solidarité pouvant se traduire par une mobilisation pro-palestinienne d'ampleur²¹.

MBS ne peut ainsi risquer d'abandonner la cause palestinienne compte tenu d'une opinion publique massivement hostile à la normalisation avec Israël. Il a pleinement conscience de cette réalité qui pourrait se conjuguer aux frustrations et mécontentements liés à l'augmentation considérable du coût de la vie en Arabie depuis qu'il a mis en place sa Vision 2030, en avril 2016²². L'addition de ces griefs associés au drame que subit la population

17. F. Dazi-Héni, [Arabie saoudite. Le pari sur la jeunesse de Mohamed bin Salman](#), Étude 80, IRSEM, mai 2021.

18. J. Sfakianakis (dir.), *The Economy of Saudi Arabia in the 21st Century. Realities and Prospects*, Oxford University Press, 2024.

19. Entretien avec un consultant du fonds souverain PIF, Dubaï, novembre 2024.

20. M. C. Thompson, « The impact of vision 2030 on Saudi youth mindsets », *Asian Affairs*, 52 (4), 2021, p. 805-824.

21. F. Dazi-Héni, « [La guerre à Gaza et le retour de la question palestinienne. Quels impacts sur le rôle de l'Arabie saoudite et sur les accords d'Abraham ?](#) » Note de recherche 142, IRSEM, 26 mars 2024.

22. F. Dazi-Héni, *L'Arabie Saoudite en 100 questions*, Paris, Tallandier, « Texto », 2^e éd., 2020.

gazaouie, affamée et menacée de déportation par l'occupation militaire entreprise à Gaza par l'armée israélienne et l'installation de colonies illégales en Cisjordanie, ont poussé Riyad à raffermir sa position et à exclure, dans ce contexte, toute normalisation avec Israël.

L'ARABIE SAOUDITE FACE AUX NOUVEAUX DÉFIS RÉGIONAUX SÉCURITAIRES ET POLITIQUES

L'Arabie saoudite n'a ni rompu avec ses partenaires occidentaux ni adopté une politique de confrontation. Elle se pose en puissance capable de dialoguer avec tous. Elle cherche à faire émerger une nouvelle dynamique politique régionale dans le contexte de la reconfiguration en cours, en remettant au centre la question d'une solution politique palestinienne, que le gouvernement israélien rejette.

Cependant, la marge de manœuvre de Riyad reste limitée par la crainte d'une domination ouverte d'Israël sur tout l'espace régional compte tenu du soutien sans réserve que lui apporte l'administration Trump. Tout glissement vers une polarisation accrue et une aggravation de la fragmentation des États et des sociétés y compris l'Iran, vient fragiliser les efforts déployés par Riyad pour trouver un équilibre et stabiliser le Proche et Moyen-Orient. Cette situation a amené l'Arabie saoudite à revoir sa posture et à réévaluer sa grille de lecture des menaces, alors même que le second mandat de Donald Trump s'inscrit dans la continuité du premier, à savoir, apporter un soutien indéfectible à Israël et maintenir de fortes pressions à l'encontre de Téhéran.

Le contexte géopolitique a pourtant sensiblement changé. L'Arabie saoudite et ses voisins ont infléchi en conséquence leur action dans la région et tentent de s'adapter aux nouveaux rapports de force nés des attaques du 7 octobre 2023, en réévaluant l'échelle des menaces et en adoptant une approche destinée à préserver au mieux leur dynamique de développement économique.

La réévaluation des menaces

Pour Riyad, le traditionnel antagonisme avec l'Iran a été sérieusement relativisé. Alors que sous le premier mandat du président Trump, l'Arabie saoudite soutenait pleinement la politique américaine de pression maximale pour contenir la puissance iranienne, le royaume s'inquiète désormais d'un déséquilibre stratégique trop grand au profit d'Israël, seule force militaire régionale réellement déterminante aujourd'hui.

Riyad qui avait, dans le cadre de la réconciliation avec le Qatar, renoué avec la Turquie assume son choix d'apaiser la relation et de négocier sur la question syrienne pour ne pas laisser Ankara prendre la place dominante qu'occupait Téhéran à Damas avant la chute du régime de Bachar el-Assad, le 8 décembre 2024. De plus, Arabie saoudite et Turquie agissent sur le dossier palestinien en bonne communion.

L'affaiblissement patent de Téhéran dans la région et de ses relais (Hezbollah affaibli, régime syrien renversé, Hamas décapité) qui voient leur influence régionale reculer, constitue certes une opportunité pour que Riyad reprenne de l'ascendant. Toutefois, bien que très affaibli, le régime iranien reste résilient en dépit des sérieux revers militaires subis, notamment au cours de la « guerre de 12 jours » au cours du mois de juin 2025 qui l'a opposé à Israël mais aussi aux États-Unis. Selon un expert saoudien, « Téhéran ne peut renoncer à son réseau d'influence régionale qu'il a maintenu durant près d'un demi-siècle²³ ».

Ainsi, ses proxys demeurent en capacité de se reconstituer. Le Hezbollah pourrait se maintenir solidement sur la scène politique libanaise en dépit d'une réputation ayant pâti de sa défaite face à l'armée israélienne. Le Hamas, quant à lui, bien que décimé parvenait encore au mois de juillet 2025 à mener à Gaza des actions de guérilla et à infliger des pertes importantes à l'armée israélienne²⁴. Enfin, les Houthis conservent leurs capacités de nuisance ; ils poursuivent leurs opérations en mer Rouge contre le trafic maritime, comme l'attestent les attaques sur plusieurs embarcations à la même période, tout en menant des affrontements directs avec Israël.

Néanmoins, aujourd'hui, c'est l'hégémon militaire israélien dans la région que redoute par-dessus tout l'Arabie saoudite. En effet, le gouvernement israélien rebat les cartes du contexte géopolitique au Proche-Orient au point de mettre en péril la faisabilité de la création d'un État palestinien. Il complique aussi les fragiles transitions au Liban et en Syrie, entamées avec la chute du régime Assad que ses interventions militaires ont pourtant contribué à faire tomber.

Il ressort de divers entretiens menés avec des consultants et diplomates saoudiens, koweïtiens et émiratis, ou d'échanges avec des chercheurs internationaux lors de séminaires consacrés à ces bouleversements régionaux, entre l'automne 2024 et l'été 2025, le même constat d'une instabilité ravivée par le poids de la domination israélienne au PMO.

Les monarchies du Golfe s'inquiètent en effet de voir la doctrine israélienne, consistant à mener des frappes préventives contre ses adversaires sur plusieurs fronts, propager le chaos dans la région. Cette stratégie est désormais perçue par les dirigeants du Golfe comme une volonté délibérée de fragmenter la région. Ainsi, en Iran, les frappes israéliennes ont non seulement ciblé les infrastructures militaires mais aussi les prisons et les bases paramilitaires. Ils ont également provoqué des troubles dans des régions où des minorités sont concentrées comme le Khûzistân, le Baloutchistan et les zones kurdes²⁵. Israël a adopté cette même stratégie dans le sud de la Syrie à Soueida pour justifier ses frappes militaires menées mi-juillet 2025 au prétexte de protéger la minorité druze²⁶.

23. Issus d'un entretien téléphonique, le 19 juin 2025, avec Dr Ahmad al-Qarni, spécialiste des questions stratégiques et régionales du think tank saoudien, Rasanah.

24. P. Rémy, « À Gaza, les pertes de l'armée israélienne alimentent des prises de position sur la fin de la guerre », *Le Monde*, 10 juillet 2025.

25. M. Baharoon, A. Vatanka, « [Gulf Arabs fear Israel is becoming Goliath](#) », Middle East Institute, 12 août 2025.

26. Les violences entre les groupes druzes et les bédouins sunnites déclenchées le 13 juillet 2025 dans la région de Soueida ont entraîné l'intervention des forces gouvernementales syriennes qui ont conduit Israël à mener des frappes contre les forces armées à Damas et à bombarder Soueida en soutien aux Druzes.

Riyad, comme les autres gouvernements de la péninsule Arabique, redoute de voir cette stratégie israélienne s'appliquer à d'autres États fragiles, en Irak voire même sur son propre territoire. En assumant, le 4 septembre 2024, lors d'une conférence de presse à Jérusalem, retransmise sur la chaîne de télévision israélienne i24, les visées territoriales maximalistes, en raison de considérations sécuritaires, de son projet d'établir le « Grand Israël », s'étendant du Nil à l'Euphrate²⁷ et incluant une partie du territoire saoudien, le Premier ministre israélien a provoqué l'ire du prince héritier saoudien et de l'ensemble des dirigeants de la région²⁸.

De fait, la divergence entre l'Arabie saoudite et Israël ne se résume pas à un simple désaccord temporaire sur les méthodes mais reflète un affrontement de visions stratégiques, comme le souligne John Calabrese²⁹. Alors que Riyad mise sur la stabilité et la mise en place d'un nouvel équilibre régional des forces, Tel Aviv fonde sa stratégie sur une domination technologique et militaire de la région.

Israël en profite même pour s'imposer au cœur d'une intégration régionale économique, comme l'indique l'annonce de la signature d'un accord entre la compagnie israélienne New Med Energy et l'État égyptien³⁰, le 7 août 2025, pour l'exportation de 130 milliards de mètres cubes de gaz pour un montant de 35 milliards US\$ sur une période de quinze ans³¹. Cependant, la construction d'un gazoduc de 65 km entre Israël et l'Égypte qui avait préalablement été approuvée en mai 2023, a été repoussée à 2029, compte tenu du contexte depuis le 7 octobre. Dans le même registre d'une intégration économique israélo-arabe dite modèle, la relation étroite tissée entre Israël et les EAU depuis 2020 et qui a vu au cours de l'année 2024 les échanges commerciaux augmenter, notamment dans le secteur sécuritaire, n'est pas à l'abri d'un retournement de situation. En témoigne l'évacuation du personnel de l'ambassade israélienne dans la capitale émiratie, le 31 juillet 2025, ambassadeur compris³². Des menaces d'attentats contre les intérêts israéliens sont bien liées à la montée du sentiment anti-israélien du fait de la guerre conduite à Gaza, comme nous l'a confirmé un interlocuteur émirati.

Les autres défis que rencontre Tel Aviv touchent aussi la construction d'infrastructures pour l'exportation de son gaz vers l'Europe. De plus, les contraintes structurelles qui limitent la capacité d'Israël à assurer un hégémon durable au PMO sont liées à sa forte dépendance au soutien américain qui pourrait, à plus long terme, s'éroder³³.

27. Soulayma Mardam Bey, « 'Grand Israël', entre fantasme et réalité », *L'Orient le Jour*, 7 octobre 2025.

28. « [Netanyahu provokes outcry by declaring affinity with vision of 'Greater Israel'](#) », *The Arab Weekly*, 14 août 2025.

29. J. Calabrese, « [Post-Oct. 7 divergent paths: Israel's military maximalism and Saudi Arabia's strategic de-escalation](#) », Middle East Institute, 7 août 2025.

30. <https://newmedenergy.com/wp-content/uploads/2025/08/NewMed-IR-Amendment-to-Agreement-for-Export-to-Egypt-6.8.2025.pdf>

31. K. Young, « [Why Gas deals could be Israel's best path to regional normalization](#) », *nationalinterest.org*, 18 août 2025.

32. « [Israel evacuates diplomats from UAE after identifying heightened security risk](#) », *The Times of Israel*, 1^{er} août 2025.

33. S. M. Walt, « [Israel can't be an Hegemon](#) », *Foreign Policy*, 16 juin 2025.

La question palestinienne : une position calibrée mais peu audible

Bien que l'Arabie saoudite ait été considérée par l'ensemble des acteurs régionaux et des puissances de la communauté internationale comme susceptible de jouer un rôle déterminant dans la guerre à Gaza, elle n'y a pas pour autant exercé une influence décisive. Le royaume saoudien rappelle ainsi qu'il est en phase de transition. Sa volonté d'assurer la transformation de son économie prime sur celle de s'affirmer en leader régional et notamment dans une guerre dont l'embarras suscité conduit surtout à une action diplomatique timorée et manquant de visibilité.

Riyad a néanmoins *de facto* dû assumer le rôle de chef de file du monde arabo-islamique en accueillant, un mois après le déclenchement de la guerre, un sommet de la Ligue des États arabes (LEA), le 10 novembre 2023. Cependant, d'importantes dissensions ont opposé la grande majorité des 22 États membres favorables à la prise de sanctions fortes contre Israël, à une minorité d'États, soutenant le maintien des liens avec Tel Aviv (Égypte, Jordanie, EAU, Bahreïn, Maroc et Arabie saoudite).

L'Arabie saoudite, a, dans la foulée, organisé un sommet conjoint inédit arabo-islamique réunissant la LEA et l'Organisation de la coopération islamique (OCI) soit 57 États en tout, en présence du président iranien Raïssi, donnant lieu à une mission diplomatique³⁴. Celle-ci n'a pas abouti ni suscité d'écho significatif, pas plus que le groupe de travail informel consultatif mis en place, en février 2024, qui rassemblait les ministres des Affaires étrangères des États de la région directement engagés dans des tractations diplomatiques avec Washington et Tel Aviv (EAU, Qatar, Égypte, Jordanie, Autorité palestinienne)³⁵ pour discuter d'une feuille de route afin d'évoquer l'après-guerre. En contraste, la procédure introduite devant la Cour internationale de justice à La Haye par l'Afrique du Sud, le 29 décembre 2023, visant Israël en raison de ses manquements à la Convention internationale pour la prévention et la répression du crime de génocide, a eu un tel retentissement mondial qu'elle a nettement tranché avec la passivité des États arabo-musulmans.

Les déclarations du ministère des Affaires étrangères saoudien ont d'abord consisté à rappeler de manière constante l'urgence d'établir un cessez-le-feu immédiat et permanent pour acheminer l'aide humanitaire à Gaza. Ce faisant, Riyad a pris soin de laisser la porte ouverte à la reprise de négociations pour normaliser les relations avec Israël en fonction d'un processus trilatéral engageant les États-Unis³⁶. Cependant, les conditions supplémentaires exigées par le gouvernement israélien pour consentir à un cessez-le-feu sont inacceptables pour Riyad et ont convaincu les dirigeants saoudiens de changer d'approche.

Tout en ne fermant pas la porte à une future normalisation avec Israël, Riyad souligne avec force l'importance de revenir au processus irréversible d'une solution à deux États

34. Le ministre des Affaires étrangères saoudien, Faysal Bin Farhan, entouré de ses homologues jordanien, égyptien, indonésien, turc, qatari et palestinien, a conduit une mission diplomatique destinée à plaider pour l'établissement d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza dans les grandes capitales du monde.

35. « [Saudi Arabia hosts Arab Consultative meeting on Gaza](#) », *Middle East Monitor*, 9 février 2024.

36. A. Algashian, « [Exagerations, Obstacles and Opportunities: The Saudi Arabian Position in the Gaza War](#) », *MITVIM*, août 2024.

sur les frontières du 4 juin 1967, conformément au plan de paix arabe adopté à Beyrouth, le 28 mars 2002³⁷.

Ce retour aux principes du plan de paix arabe qui n'exclut pas de futures négociations pour normaliser avec Israël ne dissipe pas pour autant entièrement la confusion de son narratif. Les propos prêtés au prince héritier Mohammed Bin Salman au mois d'août 2024 devant des membres du Congrès américain selon lesquels il risquerait sa vie³⁸ s'il normalisait les relations entre son pays et Israël traduisent son embarras, coincé qu'il est entre sa volonté personnelle de normaliser et le refus net de son opinion publique.

Face à la brutalité des opérations israéliennes et sous la pression d'une population saoudienne très choquée par les images transmises depuis Gaza et les provocations des colons à Jérusalem et dans toute la Cisjordanie, le discours officiel s'est nettement durci. Le prince héritier accuse même le gouvernement israélien, lors du deuxième sommet arabo-islamique réunissant la LEA et l'OCI, le 11 novembre 2024 à Riyad, de se rendre coupable de génocide³⁹.

La normalisation avec Israël, envisagée avant octobre 2023, est désormais strictement conditionnée par la création d'un État palestinien, ce que le gouvernement israélien, appuyé par une majorité de la société israélienne refuse catégoriquement. Les fortes critiques d'une majorité d'Israéliens portent essentiellement sur la gestion politique des otages par le gouvernement Netanyahu et sur leur volonté de voir la guerre à Gaza cesser. Davantage de voix s'élèvent aujourd'hui pour s'émouvoir du sort de la population gazaouie en raison de la famine qui sévit et frappe majoritairement les enfants, comme l'affirme un rapport publié par l'ONU le 22 août 2025⁴⁰, en dépit des dénégations du Premier ministre israélien. Toutefois, reste que peu d'Israéliens s'expriment en faveur d'une solution politique pour la Palestine.

Concernant Riyad, davantage que le souci de poursuivre le processus de normalisation avec Israël, c'est avant tout la conclusion d'un traité de sécurité globale avec les États-Unis qui motive le prince héritier à s'engager dans cette négociation trilatérale, selon Aziz Algashian, spécialiste des relations entre les pays du Golfe et Israël⁴¹. Les annonces de contrats d'armements, évalués à 142 milliards d'US dollars et à 600 milliards d'US dollars d'investissements dans la Tech et l'IA, faites lors de la tournée inaugurale à l'étranger du président Trump en mai 2025 qui a eu Riyad comme première étape, ont pour objet de

37. Le plan de paix arabe a constitué la plus aboutie des propositions de paix pour résoudre le conflit israélo-palestinien dans sa dimension globale arabe. Il se fondait sur l'échange de la paix, consistant à ce que les 22 États arabes membres de la Ligue reconnaissent l'existence d'Israël et établissent des relations diplomatiques en échange de la terre dans les frontières des territoires occupés en 1967 avec Jérusalem-Est (Al-Quds) comme capitale de l'État palestinien.

38. T. Nurah, « [Saudi Crown Prince fears assassination attempt over normalization with Israel](#) », *The Palestine Chronicle*, 15 août 2024.

39. F. Gardner, H. Khalil, « [Saudi Crown Prince says Israel committing genocide in Gaza](#) », *bbc.com*, 12 novembre 2024.

40. Luc Bronner, « [Gaza : alors que l'ONU déclare l'état de famine, Israël dénonce l'orchestration d'une campagne antisémite](#) », *Le Monde*, 23 août 2025.

41. Entretien en conférence zoom depuis Riyad, avec Aziz Algashian, 3 septembre 2024.

renforcer la coopération bilatérale militaro-financière⁴². Cette visite⁴³ a certes débouché sur l'annonce surprise du président Trump de lever les sanctions économiques à l'encontre de Damas, grâce à un lobbying conjoint de Riyad et d'Ankara, mais n'a rien donné sur la question palestinienne, pas même une promesse de cessez-le-feu à Gaza.

Cette situation voit l'Arabie saoudite, plus que tout autre État dans la région, marcher sur une ligne de crête si aucune perspective de solution politique pour la Palestine ne pointe à l'horizon, son statut de gardien des lieux saints de l'Islam l'obligeant à ne pas marginaliser la question palestinienne. En réintroduisant dans l'agenda régional une solution politique négociée pour la Palestine, Riyad, a, contrairement à son voisin émirien signataire des accords d'Abraham, l'occasion de saisir cette opportunité pour s'affirmer comme l'acteur régional arabe pivot soucieux de maintenir une politique d'équilibre.

L'initiative saoudienne de créer une alliance globale pour une solution à deux États inaugurée lors du sommet qui s'est tenu à Riyad, le 30 octobre 2024, et qui a réuni 94 États⁴⁴, s'inscrit dans cette perspective. Ainsi, lorsque la France émet le souhait de reconnaître l'État de Palestine, en mai 2025, des échanges de haut niveau la conduisent naturellement à s'adresser à l'Arabie saoudite pour mettre en place l'initiative franco-saoudienne d'une solution à deux États.

La « déclaration de New York », discutée les 28 et 29 juillet 2025 à l'ONU lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères, d'abord prévue pour la mi-juin 2025 mais empêchée par la guerre de douze jours israélo-iranienne, a défini un calendrier étalé sur quinze mois pour l'établissement d'un État palestinien souverain aux côtés d'Israël⁴⁵. La déclaration de reconnaissance de l'État palestinien par la France a finalement eu lieu le 22 septembre lors de la réunion annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies. Néanmoins ce « chemin vers la paix » que le président Macron a ouvert en concertation avec Riyad au cours de ce mois de septembre s'est heurté au rejet catégorique d'Israël et de Washington.

Le Premier ministre israélien a même annoncé dans la foulée son plan d'occupation militaire de la ville de Gaza aussitôt approuvé par la Knesset qui avait un an plus tôt (juillet 2024) voté une résolution rejetant la création d'un futur État palestinien. De fortes pressions s'exercent depuis Tel Aviv et Washington sur Paris pour contraindre la France à renoncer⁴⁶. Il faut dire que la France est le premier État du G7 à annoncer reconnaître la création de l'État de Palestine entraînant le Canada, l'Australie et la Grande-Bretagne à le faire un jour avant l'annonce officielle par la France. Un an plus tôt, trois États membres de l'UE

42. D. Isenberg, « U.S., Saudi Arabia strengthen ties through state partnership program », www.thesageinstitute.org, 22 août 2025.

43. F. Dazi-Héni, « [L'Arabie saoudite, nouveau pôle d'influence aux États-Unis](#) », *Orient XXI*, 3 juin 2025.

44. Entretien avec Manal Radwan, conseillère spéciale du ministre des Affaires étrangères saoudien, Berlin, 4 novembre 2024.

45. T. Krotoff, « [Le plan franco-saoudien pour un État palestinien parvient à rallier certains réfractaires](#) », *L'Orient le Jour*, 30 juillet 2025.

46. Le président français, à la suite des accusations portées par Benyamin Netanyahu sur le fait d'attiser « le feu antisémite » en reconnaissant l'État de Palestine, a adressé une lettre de six pages au Premier ministre israélien pour démontrer son argumentaire. Voir P. Ricard, « La riposte en trois temps de Macron contre les accusations de Netanyahu sur la reconnaissance de l'État de Palestine et le "feu antisémite" », *Le Monde*, 27 août 2025. Le Quai d'Orsay a, de son côté, convoqué lundi 25 août, l'ambassadeur américain en France, Charles Kushner, qui a critiqué l'action insuffisante de la France pour lutter contre l'antisémitisme.

l'avaient annoncé (Espagne, Irlande et Slovaquie). D'autres États européens (Finlande, Malte, Portugal, Monaco, Malte, Saint-Marin, puis le Danemark et la Belgique) lui ont emboîté le pas, d'où l'embarras d'Israël et des États-Unis de plus en plus isolés dans le monde sur la poursuite de la guerre à Gaza.

Cette initiative a aussi fait bouger les lignes, côté arabe, avec 17 États, dont l'Arabie saoudite, le Qatar et l'Égypte qui ont appelé, lors de la réunion de New York, le Hamas à remettre ses armes à l'Autorité palestinienne, et ont condamné publiquement les attaques du 7 octobre 2023 que seuls les EAU avaient dénoncées. Cependant, l'aggravation de la situation sur le terrain éloigne d'autant la solution à deux États.

Dans ce contexte que vaut l'initiative franco-saoudienne ?

L'annonce, le 8 août 2025, du plan Netanyahu pour s'emparer de la ville de Gaza et déplacer plus d'un million d'habitants dans une enclave à 75 % sous contrôle militaire israélien, entérine un fait accompli. Plus préoccupant est le vaste projet de colonisation de la zone dite E1, située à l'est de Jérusalem, qui vise à couper en deux la Cisjordanie afin de relier Jérusalem-Est à la colonie israélienne de Maalé Adoumim, située à l'ouest du Jourdain, fragmentant un peu plus ce petit territoire dans l'objectif d'enterrer l'idée même d'un État palestinien⁴⁷.

Cependant, le plan Trump, présenté le 29 septembre, répond davantage à l'urgence immédiate de mettre fin à la guerre à Gaza que l'initiative franco-saoudienne qui partage néanmoins cet objectif. Ce Plan en 20 points pour libérer tous les otages et mettre un terme aux frappes militaires israéliennes a été accepté par le gouvernement israélien mais sous conditions ainsi que par le Hamas⁴⁸ en échange de garanties américaines pour l'échange immédiat de prisonniers palestiniens et d'un calendrier précis pour le retrait total de l'armée israélienne de la bande de Gaza. Les pourparlers indirects entre le Hamas et Israël se déroulent sous l'autorité de l'Égypte, en présence des États-Unis mais aussi du Qatar et de la Turquie depuis le 6 octobre. Toutefois, ses nombreuses omissions concernant un calendrier, la mention des deux États ou toute référence à la Cisjordanie et la colonisation israélienne, alimentent les zones d'ombre et la frustration des pays arabes notamment concernant un plan très aligné sur les exigences du gouvernement Netanyahu.

Certes, la perspective de la fin de la guerre soulage considérablement Riyad et les autres capitales arabes. Les images des massacres d'enfants affamés à Gaza, fuyant les bombes et les amas de décombres sont devenues difficiles à gérer pour ces dirigeants face à des populations sidérées par leur incapacité à agir. En réalité, le plan Trump sauve en apparence la face des monarques du Golfe dans la mesure où il répond à leurs demandes essentielles de mettre un terme à la guerre, du rejet de l'occupation israélienne de la bande de Gaza et du déplacement forcé des Gazaouis de l'enclave palestinienne.

47. R. Rérolle, « En Cisjordanie, après la validation par Israël du projet de colonie E1, l'attente des bulldozers », *Le Monde*, 21 août 2025.

48. Louis Imbert, « Plan Trump pour Gaza : derrière les négociations techniques qui s'ouvrent, en Égypte, entre Israël et le Hamas, des enjeux très politiques », *Le Monde*, 6 octobre 2025.

CONCLUSION

Le royaume entend maintenir un équilibre délicat, entre solidarité affichée avec la cause palestinienne, ouverture pragmatique à Israël sous conditions et aspiration à jouer un rôle moteur pour imposer une nouvelle dynamique politique régionale centrée sur la stabilité. À l’opposé, Israël mise sur ses succès militaires ponctuels qui reconfigurent un PMO plus fragmenté afin d’y asseoir son écrasante supériorité militaire grâce au soutien prépondérant des États-Unis. Tel Aviv n’aurait, en effet, jamais été en mesure d’engager une guerre sur plusieurs fronts pendant deux ans sans le soutien militaire, financier et politique massif de Washington.

Quant au refus de l’UE d’appliquer toute sanction, notamment à travers la dénonciation de l’accord d’association UE-Israël⁴⁹, alors que le Service européen pour l’action extérieure (SEAE) a conclu que la violation par un État tiers de l’article 2 du traité de Lisbonne relatif aux droits de l’homme engage la rupture de tout accord de coopération et qu’Israël a été reconnu coupable de violer, il interroge sur sa volonté à peser sur ce dossier géopolitique.

Vu de Riyad, les calculs étaient, jusqu’aux bombardements israéliens qui ont ciblé le bureau du Hamas dans la ville de Doha, le 9 septembre 2025, essentiellement défensifs : éviter de s’enliser dans des conflits que le royaume ne maîtrise pas, conserver sa dynamique interne de transformation et préserver sa crédibilité en tant que gardien des lieux saints de l’Islam en plaidant pour une solution politique viable pour la Palestine. Les frappes sur Doha ont suscité la sidération dans l’ensemble des pays du Golfe⁵⁰, à commencer par le Qatar, car le bâtiment abritant le Hamas, où devaient se dérouler les négociations pour discuter de la dernière proposition américaine pour libérer les otages israéliens et établir un cessez-le-feu à Gaza, se situait dans un quartier résidentiel en plein centre de la capitale qatarie. L’émirat abrite la plus importante base militaire américaine au Moyen-Orient d’où l’exaspération de Riyad et des autres capitales du Golfe dont Abou Dhabi, qui ont toutes questionné le manque de garantie de protection américaine sachant que Tel Aviv ne pouvait agir sans l’assentiment du président américain.

Cet épisode a confirmé le constat fait par l’Arabie saoudite et les autres monarchies du Golfe lors de la guerre israélo-iranienne de 12 jours qu’à l’influence iranienne qui a causé des décennies d’instabilité régionale a succédé une domination israélienne, encore plus déstabilisatrice.

En étendant sa suprématie militaire sur toute la région, avec l’appui américain, Israël met fin au système de dissuasion de l’Iran et avec les frappes sur Doha, Tel Aviv pousse Riyad à passer un cap en recourant au parapluie nucléaire pakistanais. La signature d’un accord de défense mutuelle saoudo-pakistanaï dès le 17 septembre 2025, laisserait selon certains entrevoir une opportunité plus grande en matière de coopération sino-saoudienne dans le domaine nucléaire, et ce, en l’absence de la conclusion d’un accord de sécurité globale saoudo-américain déjà en discussion sous l’administration Biden. Pour d’autres, qui

49. T. Krotoff, « Face à Israël, il est extrêmement difficile pour l’UE de rester crédible », *L’Orient le Jour*, 21 août 2025.

50. Armin Arefi, « [Les pays du Golfe sont effrayés par l’hégémonie militaire d’Israël](#) », *Le Point*, 10 septembre 2025.

sont majoritaires, l'objectif de Riyad qui a une longue tradition de coopération de défense avec Islamabad, vise, avec ce pacte de défense décrit comme restant modeste⁵¹, à adresser un message à Washington indiquant que le royaume dispose d'autres options pour instaurer un rééquilibrage stratégique des rapports de force⁵² penchant beaucoup trop en faveur d'Israël. Par ailleurs, la dissuasion élargie que souhaite Riyad en pactisant avec Islamabad est un mécanisme extrêmement difficile à mettre en œuvre. Néanmoins, il est opportun de poursuivre la réflexion stratégique du rééquilibrage stratégique régional souhaité par Riyad en interrogeant ce type nouveau de partenariat de défense *a fortiori* dans un contexte où la question de la nucléarisation militaire d'un Iran affaibli est plus que jamais d'actualité.

Enfin, pour en revenir à la donne régionale, si la guerre prend fin, elle ne règlera pas pour autant la question cruciale de l'État palestinien, même si les dirigeants saoudiens et émiratis comme leurs homologues égyptiens et jordaniens se satisfont pleinement de la mise à l'écart du Hamas pour la gestion future de l'enclave palestinienne de Gaza⁵³. En effet, l'horizon politique d'un État palestinien reste lointain, en dépit du mouvement de reconnaissance de cet État par une douzaine de pays occidentaux dans le sillage de l'initiative franco-saoudienne.

Cet enjeu demeurera un défi majeur dans le processus de rééquilibrage des rapports de force au Proche et Moyen-Orient, cher au royaume saoudien.

Chercheuse en science politique, diplômée d'un doctorat de l'IEP de Paris, spécialiste des monarchies de la péninsule Arabique et du golfe Persique à l'IRSEM (Institut de recherche stratégique de l'École militaire), Fatiha Dazi-Héni est chargée de cours à Sciences Po Lille où elle enseigne l'histoire et les évolutions sociopolitiques en péninsule Arabique. Elle travaille sur les questions États et Sociétés en péninsule Arabique et sur les questions sécuritaires et stratégiques de la région péninsule Arabique – Golfe – Moyen-Orient. Elle est l'auteure d'un livre de référence sur les monarchies du Golfe : *Monarchies et sociétés d'Arabie. Le temps des confrontations* (Presses de Sciences Po, 2006) et *L'Arabie saoudite en 100 questions* (Tallandier, coll. « Texto », 2020, 3^e éd.) ainsi que de nombreux articles académiques en anglais et en français sur les questions de sécurité dans la région du Golfe.

Contact : fatiha.dazi-heni@irsem.fr

51. Gregory Gause III, « Don't believe the hype: The modest reality of the Saudi-Pakistani defense pact », Middle East Institute, 1^{er} octobre 2025.

52. Mohammad Salami, « Pakistan-Saudi Pact reveals growing distrust of US-led security architecture », *Timpson*, 22 septembre 2025.

53. Le Hamas n'a toutefois pas répondu à l'exigence de désarmement figurant dans le plan Trump comme à celle figurant dans le mouvement de reconnaissance de nombreux pays occidentaux et validée par 17 pays des 22 membres de la Ligue des États arabes, mouvement qui a été conduit conjointement par Paris et Riyad lors de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2025.